

Réforme des retraites : comment Macron a abandonné son grand projet d'un régime universel



Après cinq ans d'hésitations sur le dossier de la réforme des retraites, le chef de l'Etat présentera enfin ses arbitrages ce mardi 10 janvier. Un feuilleton marqué, depuis longtemps, par l'abandon du projet novateur d'une fusion des 42 régimes pour se ranger à l'idée d'un classique report de l'âge légal de départ. Décryptage d'un grand retour en arrière.

Tant qu'il n'a pas tranché, il reste le maître des horloges. *"Emmanuel Macron déteste décider dans l'urgence ou sous la pression, souffle un haut fonctionnaire qui l'a côtoyé de près, et il a tendance à procrastiner pour jouir de sa liberté de choix le plus longtemps possible."* Jusqu'à ce mardi 10 janvier, donc, jour où le chef de l'Etat prévoit de boucler ses arbitrages. Dans le feuilleton des retraites, le président de la République a étiré le temps comme jamais. Au point que le dossier a agité une bonne partie de son premier quinquennat. Sans aboutir à la moindre réforme. [Avant qu'il change radicalement de pied, lors de la campagne 2022](#), en abandonnant l'édification d'un régime universel et en prônant un report de l'âge de départ à 65 ans.

Le symbole de la réforme enterré

Au commencement du macronisme, la création d'un [système de retraite unique à points](#) constituait pourtant l'un des symboles phares de l'ambition réformatrice. Le projet a été présenté au candidat d'En marche! à son QG de campagne dès 2016 par l'économiste Antoine Bozio. Sur le papier, il n'y avait que des avantages. La réforme gommait les inégalités entre les catégories de travailleurs en garantissant que *"tout euro cotisé donnent les mêmes droits"* et en laissant à chacun la liberté de travailler plus longtemps pour engranger le maximum de points et obtenir une retraite plus élevée. *"Cette réforme était identitaire de notre mouvement, juge le député*

Renaissance Gilles Le Gendre. *Elle dépassait le traditionnel clivage gauche-droite, cassait les corporatismes et montrait notre volonté de justice sociale."*



Construisez votre propre réforme des retraites avec nos simulateurs.

Seulement voilà, une fois au pouvoir, la mise en musique s'est révélée plus délicate que prévu. Le projet a d'abord fracturé la majorité présidentielle. Dès son premier entretien avec Emmanuel Macron, le futur Premier ministre Edouard Philippe lui a fait part de ses doutes sur la faisabilité de cette partie du programme. Puis, il a constamment repoussé le chantier.

"Edouard freinait des quatre fers car il savait que la complexité de la réforme alimenterait la contestation, confirme l'un de ses anciens conseillers à Matignon. Avec des perdants qui descendraient dans la rue et des gagnants qui seraient mal identifiés." S'en est suivi un

long bras de fer entre les tenants de la promesse de campagne d'un régime universel –François Bayrou, Richard Ferrand, Jean-Paul Delevoye – et les partisans d'un report de l'âge légal de départ afin de réduire les déficits publics – Edouard Philippe, Alexis Kohler, Bruno Le Maire.

Luttes intestines

Après deux ans de luttes intestines, Emmanuel Macron opte finalement en décembre 2019 pour un entre-deux, qui inclut la fusion progressive des 42 régimes de retraite et l'instauration du fameux "âge pivot" à 64 ans censé inciter les Français à partir plus tard. En évitant de s'attaquer frontalement au totem de l'âge légal de 62 ans. Las, ce mix a coalisé les opposants.

Les perdants de la fusion – avocats, agents de la RATP, enseignants, etc. – ont uni leurs forces et les syndicats réformistes, CFDT en tête, favorables au système universel, se sont mobilisés contre l'"âge pivot". Isolé, le gouvernement n'est, lui, jamais parvenu à valoriser les avancées sociales, pourtant réelles, de la réforme pour les personnes touchant des bas salaires, les femmes ou les précaires.

[Lire aussi Réforme des retraites : les vraies raisons du clash entre Macron et Berger](#)

Tout au long de la période, Emmanuel Macron a multiplié

les embardées. Fin août 2019, lors d'une interview sur *France 2*, alors que la piste de l'âge pivot a été actée en juillet, il affirme pencher plutôt pour un allongement de la durée de cotisation. Un mois plus tard, en pleine concertation avec les partenaires sociaux, il fustige le terme de "pénibilité" du travail, revendiqué par les syndicats.

Une réforme trop "complexe"

[Et, après avoir suspendu le chantier durant l'épidémie de Covid](#), il relance régulièrement l'hypothèse d'une réforme au cours de l'année 2021 lors de déplacements ou de fuites dans la presse, alors que le gouvernement n'évoque plus le sujet officiellement. *"Cette manière de souffler constamment le chaud et le froid ne nous a pas aidés, déplore un ancien conseiller ministériel. C'était comme si le président ne réalisait pas le caractère inflammable du sujet dans l'opinion publique et son importance pour des Français qui n'ont rien d'autre pour vivre durant leurs vieux jours."*

En bout de course, la crise sanitaire a définitivement enterré l'idée d'un régime universel et le creusement de la dette publique a renforcé l'intérêt d'un report de l'âge légal de départ pour renflouer les comptes. *"Le président était intellectuellement très attaché à la réforme systémique de fusion des régimes mais il fait preuve de pragmatisme, note David Amiel, député Renaissance et ex-conseiller à l'Elysée. Il sait pertinemment que c'est une*

réforme qui ne pourra être reprise que lorsque le niveau de confiance des Français dans les institutions sera revenu à un meilleur niveau." De fait, Emmanuel Macron s'est bien gardé de reprendre le texte de loi sur la fusion des régimes, voté en première lecture à l'Assemblée nationale début 2020, et a convenu qu'il était *"trop complexe"* et *"n'avait pas été compris"*. Un aveu d'échec.